

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des transports et des travaux publics L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Ascenseurs électriques pour personnes à bord des navires de haute mer
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Avis à l'industrie maritime portant modification de l'Avis à l'industrie maritime n° 294/1992 (Règlement concernant les ascenseurs électriques pour personnes à bord des navires)
6.	Teneur: Cet avis renferme des règlements concernant les ascenseurs électriques pour personnes à bord des navires. Les ascenseurs électriques pour personnes doivent être conformes à la norme NEN 28 383 ou à des normes équivalentes. La norme NEN en question est fondée sur la norme internationale ISO 8383 relative aux ascenseurs de navires (exigences en matière de sécurité). Liste indicative des règlements techniques: article premier. L'article 4 met en oeuvre la directive 94/57/CE.
7.	Objectif et justification: Si ce projet de modification d'avis comporte des obstacles techniques au commerce, ceux-ci sont justifiés à des fins de protection de la sécurité publique. L'article 5 renferme une disposition relative à la reconnaissance mutuelle pour les produits étrangers qui satisfont aux prescriptions établies dans le pays d'origine.

8.	Documents pertinents: - Décret de 1965 sur la navigation - Norme ISO 8383 Aucune note explicative n'accompagnait l'avis originel.
9.	Date projetée pour l'adoption: 11 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 12 novembre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 10 novembre 1997 Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: